

LES PROFESSIONNELS TIRENT LA SONNETTE D'ALARME

«La progression des drogues dures est alarmante»

L'Algérie enregistre 300 000 consommateurs de drogue. Les professionnels tirent la sonnette d'alarme : l'augmentation de l'usage de psychotropes au milieu des jeunes est préoccupante. Cocaïne, crack, héroïne ou encore tchoutchna sont des substances dangereuses qui gagnent du terrain.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le constat des intervenants dans le cadre de la célébration, hier, de la Journée internationale de lutte contre la drogue est sans appel : les jeunes toxicomanes sont passés, aujourd'hui, aux drogues dures. Après la «zetta» (cannabis) qui a visiblement perdu du terrain, c'est la tchoutchna «un mélange de

différents produits psychotropes» qui fait ravage en milieu des jeunes. C'est le constat donné par le président de l'Organisation nationale des associations pour la sauvegarde de la jeunesse, M. Abdelkrim Abidat. Pire, enchaîne-t-il, le milieu scolaire est de plus en plus touché par ce fléau. Les filles ne sont pas en reste, souligne l'intervenant. Ces

dernières sont de plus en plus sujettes à la drogue.

Le représentant de la DGSN estime de son côté, que l'Algérie est passée d'un pays de transit à celui du consommateur grâce à ses frontières avec le Maroc. «Ce pays qui produit 60 % de la production mondiale de la résine du cannabis a perdu son grand client en l'occurrence l'Europe qui fabrique elle-même son cannabis, aujourd'hui l'Algérie, la Tunisie et la Libye sont des pays stratégiques que le Maroc a ciblés pour écouler sa marchandise» a-t-il souligné.

S. A.



La zetta a visiblement perdu du terrain.

Photos : DR

FORMATION TOUS AZIMUTS AU SEIN DE LA GN

135 000 gendarmes avant 2014

«A l'issue de notre plan de développement amorcé en 2005 et s'achevant en 2014, nous devrions fonctionner avec un effectif entre 130 et 135 000 éléments pour assurer notre part de la mission de sécurité du pays», a affirmé le colonel Youcef Boulesenane, directeur des écoles et de la formation de la Gendarmerie nationale.

Le colonel Boulesenane, qui s'exprimait à Sétif en marge de la cérémonie de sortie de la 51^e promotion de sous-officiers gendarmes et gendarmes auxiliaires (2 506 éléments) présidée par le général major Ahmed Boustila, a précisé que

pour cette année, plus de 11 000 éléments sortants de six écoles et des centres de formation de la Gendarmerie nationale intégreront ce corps de sécurité. A cela s'ajoutent les diverses formations de recyclage et de mise à niveau, dispensées à 3 000

officiers et sous-officiers qui font partie de la gendarmerie.

Ce programme de formation tous azimuts est dicté par la nécessité de couvrir très rapidement le territoire national. Ce qui n'est pas le cas actuellement. En effet, selon le colonel Boulesenane, la Gendarmerie nationale n'est présente que dans 1 300 communes. Actuellement la gendarmerie dispose d'un effectif de moins de 120 000 éléments.

D'ici 2014, elle doit former à plein régime pour couvrir les 241 communes restantes, renforcer celles existantes et les autres unités territoriales (compagnies, groupements) et se doter d'autres unités spécialisées pour suivre l'évolution de la criminalité et déployer un effectif nécessaire pour surveiller les milliers de kilomètres de frontières du pays.

«Une fois ces objectifs atteints, les écoles seront maintenues pour stabiliser les ressources humaines de la gendarmerie et élever davantage les compétences des éléments qui la composent», a estimé le directeur de ces écoles.

Formation et mutation
Désormais, il est plus

difficile pour un jeune Algérien, par vocation ou par nécessité, de trouver un poste de travail stable, d'intégrer la GN s'il ne dispose pas de bagages techniques et d'un mental à toute épreuve. Ayant fait le constat de la pléthore des sortants de l'université algérienne, la GN a, par ailleurs, durci les conditions de recrutement.

Les tragédies découlant de la décennie noire mais surtout celle de 2001 qui a eu des effets psychologiques et politiques désastreux aussi bien à l'intérieur de la GN qu'au sein de l'opinion publique intramuros et extra-muros, ont poussé le commandement de la GN à revoir de fond en comble beaucoup de choses. Premièrement, on ne jure au niveau de cette instance que par la formation, et de qualité.

Le gendarme qualifié est effectivement une garantie contre l'abus. Ce qui évite la situation d'antagonisme avec la population. La maîtrise de la technologie de la sécurité pousse l'agent d'ordre à ne fonctionner que dans la sphère légale ; ce qui facilite au collectif et à l'institution l'insertion aisée et définitive dans l'esprit républicain de la nation.

Ce qui n'était pas

nécessairement le cas dans les années 1970 et 1980.

Les protestations des opposants au régime en sont la preuve. Deuxièmement, l'intégration depuis 2002 de la gent féminine dans ce corps d'armée, réputé machiste, donne un visage plus avenant aux hommes verts qui se débarrassent ainsi peu à peu de leur attitude trop austère pour la société qu'ils côtoient quotidiennement.

Troisièmement, la GN a développé un système de communication externe au

niveau local et national qui lui donne plusieurs longueurs d'avance sur les autres institutions et même sur des entreprises publiques réputées pourtant plus autonomes.

Bien évidemment, le citoyen a des réserves à relever et des critiques à formuler à l'endroit du travail quotidien des gendarmes.

Mais l'instabilité politique du pays et la persistance des attaques des islamistes armées atténuent quelque peu ces critiques.

Abachi L.

LANCEMENT DU GPS GRAND PUBLIC

Un retard lié à des considérations d'ordre sécuritaire

Le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et la communication a indiqué, hier, que la mise à disposition pour le grand public du système GPS est liée à des considérations d'ordre sécuritaire.

La solution de navigation GPS grand public n'est pas encore prête. «Nous ne pouvons pas encore mettre cette technologie à disposition des citoyens car nous devons avant tout faire en sorte que les opérateurs puissent identifier les clients et leurs terminaux», a expliqué, hier, Moussa Benhamadi lors d'un séminaire consacré à la géolocalisation tenu à Sidi Abdallah.

Selon le ministre, cette technologie pourrait être détournée de son utilisation initiale par des «groupes terroristes». «Il y a un risque sécuritaire. Il faut mettre en place une réglementation à même d'assurer une réelle traçabilité». Le ministre a également identifié d'autres problèmes qui retardent le lancement du GPS. Il a évoqué, notamment, l'absence d'identification des lieux. «Nous sommes dans un pays où les rues et les cités ne sont pas correctement identifiées. Une telle solution technologique est avant tout basée sur des informations fiables et sûres», a insisté Benhamadi. De leur côté, les opérateurs qui ont investi ce secteur ont mis en avant les nombreuses difficultés auxquelles ils sont confrontés. Cela va des blocages d'ordre administratif à l'absence de cartographie fiable.

Tarek Hafid

CONSTANTINE, PONT BAB EL KANTARA

Deux suicides en trois jours

Un homme de près de 60 ans, souffrant vraisemblablement de troubles psychologiques, s'est donné, hier matin, la mort en se jetant du pont de Bab El Kantara, à Constantine.

Repêchée du fond du Rhumel par les éléments du Grimp de la Protection civile, la dépouille de la victime a été transférée à la morgue du CHU Benbadis de Constantine pour les besoins de l'autopsie.

Une enquête a été aussitôt ouverte par les services de la Sûreté de wilaya pour identification. Ce suicide est le deuxième en l'espace de trois jours, après celui d'un autre homme âgé de 45 ans de la même manière, jeudi dernier.

F. B.

RELIZANE

7 morts et 15 blessés près de Boukerouasse

Un grave accident de la circulation s'est produit hier après-midi aux environs de 14h30, sur la RN4 reliant Relizane à Yellal, près du cimetière de Boukerouasse, faisant 7 morts et 15 blessés, selon des sources dignes de foi.

L'accident est survenu lorsque le bus assurant la ligne Mostaganem-

Relizane voulant doubler un camion semi-remorque s'est retrouvé face-à-face avec deux voitures, une Symbol et une Clio Classique.

Selon les renseignements fournis, cinq personnes ont trouvé la mort sur place et deux avant leur admission à l'établissement hospitalier public Mohamed-Boudiaf de

la ville de Relizane. Par ailleurs, les blessés ont été transportés par les éléments de la Protection civile vers l'EPH de la ville de Relizane.

La Gendarmerie nationale a ouvert une enquête pour connaître les circonstances exactes de ce drame.

A. Rahmane